

CONSULTATION PUBLIQUE PORTANT SUR :

Lignes directrices relatives à la tarification de l'accès aux réseaux à très haut débit en fibre optique déployés par l'initiative publique

Soumission de la société Altitude Infrastructure



Date limite de remise : 6 Novembre 2015

Destinataire : Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes

Soumissionnaire : ALTITUDE INFRASTRUCTURE

Adresse : 9200 Voie des Clouets, 27100 VAL DE REUIL

Mail : accueil@altitudeinfra.fr

Projet de lignes directrices sur la tarification FTTH

Sommaire

PREAMBULE.....	3
1. APPROCHE GLOBALE :	4
2. APPROCHE COUTS :	5
2.1. Paramètres financiers :	5
2.2. Paramètres marchés :	6
2.3. Coûts du tronçon PRDM – PBO :	6
2.4. Coûts du tronçon NRO – PRDM (Raccordement distant) :	7
2.5. Coûts du tronçon PBO - PTO (Raccordement final) :	7
2.6. Coûts d’activation :	7
2.7. Coûts de collecte :	8
2.8. Impacts tarifaires de l’analyse de coûts :	8
3. APPROCHE MARCHE :	9
3.1. Prise en compte du tarif de détail :	9
3.2. Revenus professionnels et impacts sur les coûts :	9
3.3. Risque d’encadrement asymétrique des tarifs activés :	10
3.4. Impacts sur les RIP existants :	10
3.5. Flexibilité tarifaire :	11
4. CONCLUSION	12
5. ANNEXES	13

Préambule

Soucieuse de participer aux débats publics liés à la régulation du secteur des télécommunications et fortement concernée par les évolutions affectant les marchés du haut et du très haut débit, la société Altitude Infrastructure est particulièrement attentive aux échanges visant à encadrer et/ou à orienter les pratiques mises en œuvre sur les réseaux FTTH.

En effet, en tant qu'opérateur d'infrastructures Très Haut Débit, nous accueillons favorablement l'initiative de l'ARCEP de clarification des mécanismes de définition des tarifs de gros sur les réseaux d'accès Très Haut Débit. Cette problématique nous concerne à différents titres :

- En tant qu'opérateur d'immeuble dans le cadre de RIP, via Altitude Infrastructure et ses différentes sociétés délégataires ;
- En tant qu'opérateur d'immeuble sur des réseaux propres, via Métroptic et notre réseau amiénois ;

Nous savons que l'Autorité fera bonne analyse des éléments que nous transmettons et tenons par avance à l'en remercier.

Nota : Les passages écrits entre crochets et surlignés en gris sont soumis au secret des affaires.
Exemple : [....]

1. Approche globale :

Notre positionnement peut se résumer de la manière suivante :

- Nous sommes favorables à un encadrement des tarifs, y compris des services activés, afin de créer un marché homogène permettant de sécuriser opérateurs d'infrastructures et opérateurs de services.
- Nous sommes favorables à ce que les tarifs définis ne soient pas trop élevés et reflètent une approche basée sur les coûts, afin de permettre aux opérateurs du marché de détail de rester compétitifs vis-à-vis des tarifs pratiqués sur le cuivre. Nous savons que les marges de manœuvre de ces opérateurs sont étroites et que toute augmentation du tarif de gros serait immédiatement répercuté sur le prix à l'utilisateur final et donc sur la pénétration des réseaux Très Haut Débit.
- Nous sommes favorables aussi à ce que les tarifs ne soient pas trop bas, afin de permettre aux collectivités de continuer, notamment via des mécanismes de redevances d'affermage, à soutenir l'effort mis en œuvre dans le cadre des projets en cours et qui, on le constate déjà, permettent de créer les conditions au déploiement de nouveaux réseaux FTTH.

A ces égards, l'orientation des propositions formulées par l'ARCEP dans cette dernière consultation nous inquiète et constitue selon nous un risque pour l'équilibre futur des RIP en général, et de nos partenariats avec les opérateurs de services et avec les collectivités en particulier.

En effet, dans une phase transitoire pendant laquelle les OCEN, focalisés sur d'autres priorités d'investissement (4G, déploiement en zone privée, consolidation...), détournent temporairement l'attention des Réseaux d'Initiative Publique, les opérateurs alternatifs, de toutes tailles et de toutes stratégies (citons notamment VidéoFutur, KNet, Wibox, Coriolis / Canal+, Nordnet, Alsatis, Kiwi, ComCable, Ozone...), sont les moteurs de la commercialisation sur ces réseaux ; Tous ces opérateurs développent leur stratégie sur la base des services activés. L'enjeu de la tarification de ces services est donc essentiel.

Sur cet aspect, l'approche retenue concernant la tarification activée nous semble inexacte au moins sur 2 aspects :

- **Les coûts retenus pour déterminer le tarif de référence, ne faisant l'objet d'aucun modèle comme c'est le cas pour les coûts liés aux services passifs, nous semblent considérablement surévalués**, ce que nous nous attacherons à expliciter dans la suite de ce document.

- Tel que proposé, la mise en œuvre d'un encadrement des tarifs activés uniquement dans le cadre des RIP **constituerait une entrave importante à la concurrence**. En effet, les opérateurs en capacité d'aller co-investir sur les réseaux, affranchis de toute contrainte, jouiraient de conditions fortement avantageuses pour aller adresser le marché de détail comme pour mettre en œuvre leur propre offre activée. Le projet doit donc prendre en compte l'encadrement de toutes les offres activées qui seront proposées sur les réseaux BLOM, celles proposées par les OI en direct comme celles qui seront proposées par les OC mutualisant leurs moyens d'activation.

Nous jugeons la situation réellement critique et sollicitons d'importantes évolutions auprès de l'ARCEP, afin d'assurer la pérennité des projets de RIP FTTH. En l'état, ce projet engendrerait le retrait pur et simple (voire la disparition) de nombreux OCEL (Opérateurs Commerciaux d'Envergure Locale) du marché et rendrait les acteurs de RIP, notamment ceux non verticalement intégrés, intégralement dépendants des acteurs de la zone privée, ce qui marquerait une rupture dans le déroulement du Plan France Très Haut Débit.

2. Approche coûts :

Voici notre vision concernant les différents coûts permettant de définir le tarif de référence lié à la fourniture de services activés. Nous ne donnons ici volontairement que les principaux éléments de cette réflexion, afin de maintenir un niveau d'informations compatible avec le caractère public que nous souhaitons leur donner ; cependant, nous nous tenons à disposition de l'Autorité pour échanger sur la base d'éléments plus approfondis.

2.1. Paramètres financiers :

Afin d'établir les coûts définis ci-dessous, nous sommes reparti des hypothèses financières structurantes utilisées par l'ARCEP dans le cadre du modèle PRDM – PBO, notamment s'agissant des taux de rémunération du capital et des coefficients de risque modélisés. Nous tenons cependant à souligner que la rentabilité cible définie dans le cadre des contrats de RIP est inférieure à celle déterminée dans ce modèle.

2.2. Paramètres marchés :

Un autre paramètre pris en compte, déterminant dans la définition de ces coûts, est la vision de chaque acteur concernant la part de marché dans le mix produit de la commercialisation des réseaux FTTH.

De notre point de vue, le service activé sera pertinent, et donc fortement utilisé :

- En phase de lancement des RIP, via des opérateurs alternatifs, dans l'attente de l'arrivée des OCEN.
- Sur le long terme, nous pensons qu'une part de marché importante, de l'ordre de [XX%], sera maintenue :
 - o Pour la fourniture de services aux OCEN sur les plus petits NRO en zone rurale (comme c'est toujours le cas sur les plus petits NRA sur la boucle locale cuivre)
 - o Et surtout, via le maintien de la performance commerciale des nouveaux entrants.

Ce paramètre est un point essentiel de l'analyse, afin d'évaluer les perspectives de mutualisation des postes de coûts mobilisés

2.3. Coûts du tronçon PRDM – PBO :

L'analyse de l'ARCEP tend à déterminer le tarif du service activé comme une surcouche du service de location passive. Cette analyse peut être contestée sur 3 plans :

- Le service activé, par nature, permet de mutualiser le lien physique et donc le lien PRDM – PBO mis à disposition. Il est donc tout à fait envisageable de vendre plusieurs liaisons activées sur un même lien physique, comme c'est d'ailleurs le cas actuellement sur le cuivre via les mécanismes de dégroupage partiel.
- Le tarif du lien passif, est notamment basé sur un coût d'exploitation / maintenance, modélisé à 0,80€ / mois dans le modèle proposé. Sur ces coûts, de par la flexibilité de nos structures et la spécialisation de nos métiers, nous revendiquons la capacité à être plus efficace que les opérateurs agissant en zone privée concernant ces prestations. Nous évaluons cela à un coût plus proche de [XX€] / mois.
- Dernier point, l'intégration de services passifs à valeur ajoutée sur les réseaux BLOM, notamment via l'intégration d'engagement de QoS, permet de générer des économies d'échelles. En effet, nous pensons que des services à valeur ajoutée seront commercialisés sur près de 10% des liens déployés sur les BLOM dans le cadre de RIP. Mécaniquement, cela permettra de réduire le coût de revient d'un lien PRDM – PBO commercialisé dans une optique de fourniture de services Grand Public.

En substitution du tarif à 13€, un tarif plus proche de [XX€] nous semble donc cohérent.

2.4. Coûts du tronçon NRO – PRDM (Raccordement distant) :

Les paramètres pris en compte dans cette analyse sont les suivants :

- Paramètres marchés : Répartition des liens entre usages point-multipoints (FTTH et FTTH Pro) et points à points (liaisons FTTE), taux de remplissage des coupleurs, répartition du parc client par OC.
- CAPEX : création du réseau ;
- OPEX : mobilisation du génie civil support, maintenance exploitation des liens optiques.

En substitution du tarif à 1 €, un tarif plus proche de [XX€] nous semble cohérent.

2.5. Coûts du tronçon PBO - PTO (Raccordement final) :

Les paramètres pris en compte dans cette analyse sont les suivants :

- Paramètres marchés : Churn et risque de non utilisation d'un raccordement ;
- CAPEX : coût du raccordement, nette de subvention du FSN mais intégrant la valorisation de la subvention des collectivités partenaires, pouvant prétendre légitimement à un retour sur investissement (via des mécanismes d'affermage par exemple) ;
- OPEX : maintenance.

En substitution du tarif à 5€, un tarif plus proche de [3,20€] nous semble cohérent.

2.6. Coûts d'activation :

Les paramètres pris en compte dans cette analyse sont les suivants :

- Paramètres marchés : Mutualisation des investissements entre services Grand Public et service à plus haute valeur ajoutée, taux de pénétration du service activé, churn ;
- CAPEX : Solution d'activation GPON mutualisée (OLT), fourniture du terminal client (ONT), fourniture du coupleur ;

- OPEX : maintenance / exploitation / supervision du service, hébergement des actifs (sur la base des premières conclusions liées au groupe de travail sur l'hébergement de NRO au NRA).

En substitution du tarif à 5€, un tarif plus proche de [XX€] nous semble donc cohérent.

2.7. Coûts de collecte :

Concernant la collecte locale, aucun coût complémentaire n'est à prendre en compte. A noter, cette remarque est valable dans le cadre de la définition de l'ARCEP d'une collecte locale au NRO. Dans la réalité, cette collecte « locale » s'effectue généralement au sein d'un POP unique mutualisé à l'échelle d'un RIP, ce qui engendre des coûts supplémentaires affectés dans notre modélisation à la collecte nationale.

Concernant la collecte nationale, les paramètres pris en compte dans cette analyse sont les suivants :

- Paramètres marchés : Mutualisation des coûts entre gammes de services, évolution des coûts des liaisons longue distance ;
- CAPEX : Solution d'activation longue distance, création d'infrastructures de collecte ou mobilisation sous forme d'IRU ;
- OPEX : Maintenance / exploitation / supervision du service, coût de mobilisation des infrastructures tiers (LFO notamment), coût d'hébergement dans les POP nationaux ;

En substitution du tarif à 2€, un tarif plus élevé, de l'ordre de [XX€] nous semble donc cohérent.

2.8. Impacts tarifaires de l'analyse de coûts :

Là où l'ARCEP préconise un tarif de référence de 26€ / mois (23,4 € en période de lancement) pour un service activé, livré à l'échelle nationale et incluant le raccordement final, nous pensons que le niveau tarifaire cohérent est de 19,90 € / mois (17,9€ en phase de lancement).

A noter que nous souhaitons conserver la liberté de structurer le montage commercial de notre offre tarifaire, afin de s'adapter à la réalité du marché et aux modes de fonctionnement de chaque opérateur. Sans remettre en cause cette volonté de fixer les tarifs en fonction de coûts, il est primordial que nous ayons toute latitude sur des stratégies de capexisation / opexisation des frais d'accès au service (notamment lié au financement de l'ONT) et des coûts de raccordement.

Projet de lignes directrices sur la tarification FTTH

3. Approche marché :

3.1. Prise en compte du tarif de détail :

Sur le marché de détail, l'ARPU moyen constaté des services fixes adressés à une clientèle Grand Public est de 32,03€. Sur les RIP, notamment pendant la phase de lancement où les réseaux optiques sont pleinement confrontés aux offres proposés sur les autres technologies (DSL et câble principalement), il est indispensable de permettre aux opérateurs de services de proposer des tarifs compétitifs afin de leur permettre de gagner des parts de marchés via les technologies optiques.

Dans une logique de non éviction et sous peine de voir certains acteurs désertés clairement et simplement ce marché, il est donc nécessaire que le tarif wholesale permette aux opérateurs de services de conserver l'espace économique nécessaire à leur activité. Une bonne référence dans ce sens est le tarif bitstream national proposé sur le cuivre (18€ environ).

Deux objectifs doivent être pris en compte :

- la bascule du cuivre vers la fibre doit être un fil conducteur à la réflexion.
- Le marché et le positionnement des opérateurs alternatifs, qui sont à l'heure actuelle les véritables moteurs de la commercialisation des RIP FTTH, doit être conforté, sous peine de conséquences très importantes sur ces acteurs et sur la pénétration du très haut débit sur les RIP.

3.2. Revenus professionnels et impacts sur les coûts :

Même si cela ne fait pas, à date, l'objet d'un encadrement technique ou tarifaire, les réseaux BLOM ont vocation à adresser aussi d'autres segments de marchés, au-delà du Grand Public. Les coûts pris en compte dans l'analyse, tant sur les composantes passives qu'actives, se voient ainsi mutualisés entre offres Grand Public, offres Professionnelles et offres spécialisées (comme c'est le cas sur la boucle locale cuivre avec les offres ADSL, ADSL+, SDSL...).

Cet aspect doit être pris en compte dans l'analyse afin d'identifier les synergies et leurs impacts sur les modèles de coûts servant de base à la fixation des tarifs.

3.3. Risque d'encadrement asymétrique des tarifs activés :

A terme, la fourniture de service activé sur les RIP pourra être réalisée par 2 types d'acteurs :

- Les opérateurs de RIP, en tant qu'OI, en direct, dont les tarifs se verraient encadrer par les présentes lignes directrices.
- D'autres acteurs qui, sur la base d'offres passives (notamment via un co-financement) mettraient à profit leur propre solution d'activation pour proposer des offres de services activées. Ces acteurs pourraient être notamment des OCEN ou des filiales d'opérateurs de RIP. En l'état, les tarifs ainsi pratiqués ne se verraient pas contraints ou encadrés.

Le risque qui pèserait alors sur les RIP, et notamment sur les collectivités dans les montages de type affermage, seraient grands. Les mécanismes d'encadrement tarifaires pourraient être contournés et une concurrence déloyale être mise en œuvre. Ainsi, les problèmes de pression isolée d'opérateurs pour pousser à une réduction importante des tarifs sur les RIP ne se verraient pas solutionnés.

En effet, sur la base d'une stratégie de co-financement, proposer des tarifs plus agressifs sur l'activé que ceux envisagés serait chose aisée.

Nous souhaitons donc que, si le principe de lignes directrices concernant l'activé venaient à être validé, celles-ci s'inscrivent dans le cadre d'une régulation symétrique, où l'ensemble des acteurs fournissant des offres activées agiraient dans un cadre commun, avec les mêmes contraintes tarifaires.

3.4. Impacts sur les RIP existants :

Cette procédure d'encadrement intervient alors même que le Plan France Très Haut Débit est déjà pleinement lancé. Cette régulation a posteriori ne sera pas sans impact sur certains marchés déjà signés. Une latitude dans la mise en œuvre devra alors être trouvée, sous peine de remettre en cause de manière importante la dynamique des collectivités en matière de Très Haut Débit.

3.5. Flexibilité tarifaire :

Dans le document transmis, l'ARCEP fait le constat d'un risque de décalage commercial entre les zones d'initiative publique et les zones d'initiative privées, et entend laisser alors des marges de manœuvre en phase de « lancement » et de « stabilisation » dans les choix tarifaires.

Nous y sommes favorables, mais souhaitons pouvoir bénéficier de plus de latitude et plus de visibilité afin de conforter les modèles sur le long terme. Nous souhaitons notamment pouvoir étendre la période de lancement / stabilisation jusqu'à rattrapage intégral de la pénétration du THD en zone privée, sans contrainte temporelle.

4. Conclusion

Nous jugeons critiques les orientations retenues à date et affirmons qu'elles mettent en péril :

- L'économie des projets de RIP mis en œuvre conjointement entre collectivités et opérateurs ;
- La bascule des abonnés grand public du cuivre vers la fibre ;
- La perspective d'émergence de nouveaux acteurs ;
- L'espace économique, et donc la survie, des opérateurs alternatifs actant sur le marché du Très Haut Débit.

Nous estimons que dans, une pure approche coût, le tarif de référence de référence pour la prestation d'activation doit être de l'ordre de 5,20€ pour la prestation d'activation en livraison nationale hors raccordement. Il conviendra de pouvoir appliquer en complément des modèles de co-investissement et de location des services passifs

Enfin, nous demandons une application des lignes directrices à l'ensemble des acteurs proposant des services activés sur les réseaux BLOM, afin de garantir une équité sur le marché.

Nous nous tenons naturellement à disposition de l'Autorité pour compléter ou expliciter ces propos.

5. Annexes

Un groupe de travail, regroupant différents acteurs des RIP dans lequel nous avons pris part, a été constitué afin de consolider une approche commune sur la question des coûts de revient liés à la fourniture d'un service activé. En voici les conclusions.

A. Les prix de revient d'activation

Sur ce point, des échanges ont été conduits entre les opérateurs de RIP du groupe de travail disposant d'une connaissance précise des prix de revient d'un service activé. Ils ont permis de montrer qu'il existe une convergence entre ces opérateurs sur des fourchettes de prix de revient pour chaque élément de coût malgré des architectures techniques différentes. Le tableau qui suit résume les constats effectués sur chaque élément de prix de revient d'un service de gros activé au regard de la classification et des évaluations fournies par l'ARCEP dans sa consultation :

Prix de revient margés d'un service activé FttH selon la classification des LD ARCEP : en € par mois	Tarifs de référence ARCEP	Fourchettes constatées par les opérateurs de RIP
Prix de revient PM-PBO en location passive mensuelle	13,00	10,29 à 12,00
Prix de revient d'activation mensuel moyen	5,00	2,25 à 3,50
Prix de revient mensuel actualisé sur 20 ans du lien de raccordement distant	1,00	0 à 0,75
Prix de revient activé hors livraison nationale et hors raccordement final	19,00	13,30 à 15,20
Prix de revient de collecte pour une livraison nationale	2,00	2,00 à 2,05
Prix de revient mensuel du raccordement final actualisé sur 20 ans	5,00	2,12 à 3,20
Total prix de revient activé incluant la livraison nationale et le raccordement final	26,00	16,86 à 20,45

Ce tableau appelle les remarques suivantes :

1. Prix de revient PM-PBO en location passive

La plupart des opérateurs de RIP convergent sur le fait que le tarif de référence de 13 € par mois n'est pas cohérent mathématiquement avec ceux de l'offre de cofinancement.

En prenant l'hypothèse qu'un opérateur de RIP s'achète à lui-même une tranche de cofinancement (droit d'usage de long terme de 500 € et récurrent de 5€ par mois), son prix de revient d'une location

passive en € constants avec un taux de rémunération du capital de 12% (prime de risque de 4% incluse) serait de 10,29 € HT par mois.

2. Prix de revient d'activation mensuel moyen

L'ARCEP indique que « ... à ce jour et à partir des éléments de coûts disponibles notamment dans le cadre du dégroupage, les coûts d'activation mensuels moyens des opérateurs d'envergure nationale (équipement, hébergement et prestations connexes) sont estimés par l'Autorité à environ 5 euros ».

Les opérateurs de RIP estiment qu'il n'est pas pertinent d'appliquer le coût d'activation du dégroupage du réseau cuivre au réseau en fibre optique qui est fondamentalement différent techniquement.

Par ailleurs, il convient à ce stade de faire remarquer qu'il n'existe pas une architecture unique de réseau activé. La plupart des réseaux activés actuels s'appuient sur une architecture GPON dont le prix de revient d'activation est peu élevé (de l'ordre de 2.25 à 2.50 € par mois) alors que d'autres réseaux s'appuient sur une architecture AON (Active Optical Network) dont le prix de revient est plus élevé (de l'ordre de 3,50 € par mois) car il nécessite la mise en œuvre d'un nombre plus important d'équipements d'activation (notamment au PM), mais qui nécessite moins de fibres et permet une meilleure sécurisation en amont du PM.

3. Prix de revient mensuel actualisé sur 20 ans du lien de raccordement distant

La consultation de l'ARCEP indique que le « coût mensuel actualisé sur 20 ans du lien de raccordement distant, lorsqu'il existe, est estimé à environ 1 euro » sans que le texte n'indique la source d'un tel coût. En ce qui concerne les opérateurs de RIP, la fourchette de prix de revient varie de 0 € (pour les architectures où les PM sont collocalisés au NRO) à environ 0,70/0,75 € pour une architecture GPON avec raccordement distant. L'architecture AON est de ce point de vue plus économe avec un prix de revient de l'ordre de 0,20 € qui compense en partie le surcoût d'activation indiqué ci-dessus.

4. Prix de revient d'un service activé hors livraison nationale et raccordement final

Sur la base des trois éléments de prix de revient décrits ci-dessus, on constate que le tarif de référence de l'ARCEP serait de 19 € par mois alors que la somme des prix de revient margés résultant de données réelles est située entre 13,30 € et 15,20 € par mois selon les opérateurs de RIP.

5. Prix de revient de collecte pour une livraison nationale

Les opérateurs de RIP sont en ligne avec l'estimation de 2€ par mois fournie par l'ARCEP mais en soulignant qu'il s'agit d'un prix de revient moyen pour livraison dans un GiX parisien. Il reste que les coûts restent fortement corrélés à la distance ; ce qui peut conduire à des coûts plus faibles de livraison si elle est effectuée dans des GiX d'envergure nationale, proches des RIP concernés.

Il convient toutefois de rappeler que la livraison nationale n'est pas un service qui fait partie du périmètre habituel des RIP et que certains n'en proposent pas. Il ne semble donc pas pertinent de réguler cet élément dans le cadre des lignes directrices.

6. Prix de revient mensuel du raccordement final actualisé sur 20 ans

L'ARCEP indique que *« le coût mensuel du raccordement final pour un opérateur d'envergure nationale dans la zone d'initiative privée, actualisé sur 20 ans et en tenant compte des différentes catégories de raccordement final existant dans cette zone, est estimé à environ 5 euros »*.

Les opérateurs de RIP constatent que le coût du raccordement final net de subvention se situe en moyenne à 250 € duquel il convient de déduire les participations FAI et les promotions évaluées en moyenne à 50 €. En appliquant un taux de rémunération du capital de 12%, le prix de revient mensuel d'un raccordement se situe à 2.65 € hors participation FAI et promotions et à 2,12 € après déduction des participations FAI et promotions. Un fichier Excel est fourni à l'appui de cette évaluation.

7. Prix de revient mensuel activé incluant la livraison nationale et le raccordement final

Sur la base de l'ensemble des éléments de prix de revient décrits ci-dessus, on constate que le tarif de référence de l'ARCEP serait de 26 € par mois alors que la somme des prix de revient margés résultant de données réelles est située entre 16,86 € et 20,45 € par mois selon les opérateurs de RIP, sachant toutefois que celle-ci ne devrait pas inclure la livraison nationale comme indiqué ci-dessus.

Mais à supposer que l'ARCEP maintienne sa classification et ses estimations dans les lignes directrices publiées, il en résulterait une augmentation des coûts supportés par les opérateurs de détail entre 5,50 € et 9 € par mois. Même si elle permettrait facialement une augmentation des marges pour les opérateurs de RIP, elle se traduirait en fait par une destruction de valeur pour l'économie des RIP dans la mesure où les volumes de services concernés présentent une forte élasticité au prix de détail.